

ASSEMBLÉE NATIONALE

18 novembre 2022

VISANT À PROTÉGER LES LOGEMENTS CONTRE L'OCCUPATION ILLICITE - (N° 491)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° 17

présenté par

M. Pauget, M. Brigand, Mme Alexandra Martin, Mme Anthoine, M. Vatin, Mme Louwagie, M. Hetzel, Mme Bonnard, M. Boucard, M. Meyer Habib, M. Vincendet, M. Portier, M. Neuder, Mme Blin, M. Cinieri, M. Minot, M. Ray, Mme Frédérique Meunier, Mme Bazin-Malgras, M. Fabrice Brun, Mme Gruet, M. Vermorel-Marques, M. Dubois, M. Di Filippo, M. Emmanuel Maquet, M. Viry et M. Taite

ARTICLE 1ER A

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« Art. 315-3. – Les personnes définitivement condamnées pour une utilisation frauduleuse d'un bien immobilier ou une occupation sans droit ni titre, de mauvaise foi, d'un immeuble appartenant à un tiers, ayant commis l'infraction précitée en état de récidive légale, ne peuvent déposer ou maintenir leur demande de logement locatif social, pendant une durée d'un an à compter de la date où leur condamnation est devenue définitive. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Amendement de repli au n°13.

Cet amendement propose d'interdire le dépôt ou le maintien d'une demande de logement social pendant une durée d'un an, aux récidivistes définitivement condamnés pour une utilisation frauduleuse d'un bien immobilier ou une occupation sans droit ni titre, de mauvaise foi, d'un immeuble appartenant à un tiers.

Plus qu'une question de bon sens, il en va du respect de la morale publique !